

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Châteauroux, le 12 mai 2022

Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 CHATEAUROUX

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



PARC EOLIEN DES BARBES D'OR

Les Barbès d'Or
36260 MIGNY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2022 dans l'établissement PARC EOLIEN DES BARBES D'OR implanté Les Barbès d'Or 36260 MIGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DES BARBES D'OR
- Les Barbès d'Or 36260 MIGNY
- Code AIOT dans GUN : 0010011955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le fonctionnement du parc éolien des Barbès d'Or, composé de 5 aérogénérateurs (T1 à T5) et d'un poste de livraison électrique (PDL) implantés sur la commune de Migny, est encadré par les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE. La gestion technique du parc est assurée par la société WPO.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions d'exploitation du parc éolien

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
exercice d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
contrôle visuel des pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet
bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection conduit à relever 3 constats relatifs à l'exploitation du parc éolien qui sont susceptibles de faire l'objet de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : exercice d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant ne procède pas à des exercices d'entraînement sur le présent parc éolien visant à tester la compétence du personnel en situation d'urgence liée aux risques accidentels. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, doivent être consignés dans un registre. Le registre doit contenir également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. La procédure de gestion de crise doit être rédigée en français.
Observations : Document consulté : - "crisis management procédure" par WPO (en anglais). L'absence de réalisation d'exercice d'entraînement a fait l'objet du constat NC2 lors de la visite d'inspection précédente du 10/11/2020. Par courriel du 28/01/2022, l'exploitant déclare qu'un exercice est prévu en 2022 avec le GRIMP. L'inspection rappelle que l'évacuation d'urgence d'une personne blessée relève du code du travail. Or, il est demandé la réalisation d'un exercice visant à tester la gestion d'une situation liée aux risques accidentels de l'installation sur son environnement. La présence des services de secours n'est pas indispensable et ne constitue pas un motif de report de l'exercice. La NC2 susvisée est maintenue.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : contrôle visuel des pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté

<p>Constats : L'exploitant n'a pas procédé aux travaux de réparation des dommages relevés sur les pales des cinq éoliennes dans les rapports des contrôles visuels effectués par drone le 9 avril 2019 et le 20 avril 2021. L'exploitant doit détailler en français les dommages classés « medium » (en catégorie 3) et s'engager sur des délais justifiés de réparation des défauts.</p>
<p>Observations : Documents consultés : - "inspection report for rotor blades" par le prestataire de maintenance (en anglais) établi à partir des photographies réalisées par drone par un prestataire spécialisé le 20/04/2021 sur les 5 éoliennes.</p> <p>L'absence de travaux de réparation des pales a fait l'objet du constat NC3 lors de la visite d'inspection précédente du 10/09/2020.</p> <p>Les rapports, transmis par courriel du 28/01/2022, relèvent plusieurs défauts classés en catégorie 3 qui correspondent à des défauts « medium » susceptibles d'affecter l'intégrité ou la bonne performance des systèmes ou composants endommagés.</p> <p>L'inspection relève que certains défauts engendrent une augmentation des émissions sonores générés par les machines (voir point de contrôle suivant du présent rapport).</p> <p>L'exploitant déclare qu'aucune réparation n'est programmée en 2022. Certains défauts persistent depuis avril 2019 à minima.</p> <p>La NC3 susvisée est maintenue.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, éolien</p>
<p>Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.</p>
<p>Constats : Le fonctionnement de l'aérogénérateur T5 génère des émissions sonores anormales.</p>
<p>Observations : Constats sur site : - bruits de grincement lors de la rotation de la nacelle de l'éolienne T5 entendus pendant quelques secondes depuis la plateforme de l'éolienne E8 du parc éolien voisin des Pierrots.</p> <p>En outre, l'inspection relève dans le point de contrôle précédent les nuisances sonores qui peuvent être générées par l'endommagement des pales des 5 machines.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>